



D!SCLOSE

**RAPPORT
D'IMPACT
2019**

L'INFORMATION EST UN BIEN PUBLIC

Lancé en décembre 2018, Disclose est un média et une ONG de journalisme d'investigation à but non lucratif financé par le don.

Nous menons des enquêtes approfondies sur des questions d'intérêt général. Pour augmenter l'impact de nos informations, nous publions nos révélations avec des médias partenaires en France et à l'internationale.

En tant qu'ONG, Disclose agit en faveur du droit à l'information des citoyens et défend un journalisme d'intérêt public.

LE MOT DES FONDATEURS MATHIAS DESTAL GEOFFREY LIVOLSI

Il y a un an, Disclose voyait le jour. La promesse d'un média d'investigation à but non lucratif, indépendant, en accès libre et sans publicité a convaincu près de 1 400 personnes de nous soutenir lors de notre campagne de lancement. 82 000 euros furent récoltés grâce à leur mobilisation.

L'année 2019 nous a confirmé qu'il existait bel et bien une place pour un nouveau modèle, à mi-chemin entre le média et l'ONG. Après quatre mois d'existence, nous avons publié notre première enquête sur les ventes d'armes de la France à l'Arabie saoudite, leur utilisation contre des civils au Yémen et les mensonges répétés des représentants du gouvernement français.

Face à nos révélations, l'État a réagi par la voie juridique, déclenchant une procédure pénale pour « compromission du secret de la défense nationale » à l'encontre de trois journalistes de Disclose. L'objectif : traquer nos sources et tenter de nous intimider. En dépit de cette atteinte contre la liberté de la presse, nous avons défendu notre indépendance et continué à informer sur les ventes d'armes de la France.

Fin 2019, Disclose a brisé un autre secret : l'ampleur des violences sexuelles contre des enfants évoluant dans le milieu sportif. Cette enquête connaît un impact important. Il se traduit notamment par la prise de parole publique de sportifs professionnels restés jusque-là murés dans le silence.

Ces enquêtes d'intérêt public n'auraient pas pu voir le jour sans le soutien de nos lecteurs et le courage de nos sources. Merci à eux.

En 2020, Disclose poursuit son combat pour le droit à l'information des citoyens, plus déterminé que jamais.

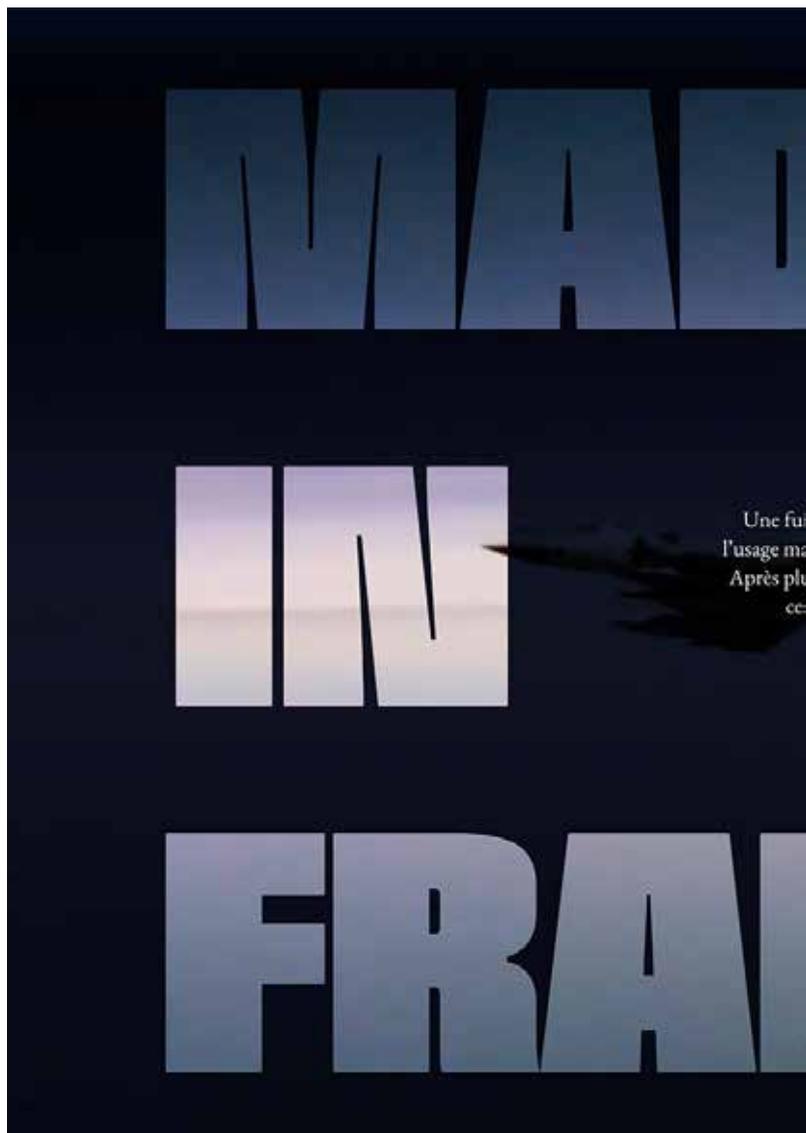
MADE IN FRANCE

En avril 2019, après son lancement, Disclose publie sa première enquête. Le thème : l'utilisation massive d'armes françaises dans la guerre au Yémen. À l'appui de nos révélations, il y a une fuite inédite de documents classés « confidentielle défense » émanant de la direction du renseignement militaire français. Après plusieurs mois, nos journalistes ont démontré que ces armes étaient employées contre des civils par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

Mise en ligne sur une plateforme dédiée, l'enquête a été déclinée à l'écrit et enrichie d'un reportage photographique et de vidéos courtes. En septembre, « Made in France » a remporté le Visa d'or de l'information numérique 2019.

Partenaires

L'enquête a été diffusée au même moment par plusieurs médias partenaires dont la cellule investigation de Radio France, Arte, Mediapart et Kombini. « Made in France » a également été publiée par le site américain The Intercept et en langue arabe dans le média tunisien Bar al Aman.



// Avec cette enquête, nous avons une preuve irréfutable de la complicité de l'Etat français dans l'alimentation de ce conflit qui dure depuis quatre ans. //

Philippe de Botton, directeur général de Medecin du Monde

Impact

Cette première enquête a eu un impact important. Elle a suscité un vif débat politique et une mobilisation de la société civile sans précédent sur la question des transferts d'armes vers des pays accusés de crimes de guerre.

- Cent politiques français ont signé une tribune réclamant plus de transparence dans le commerce des armes.

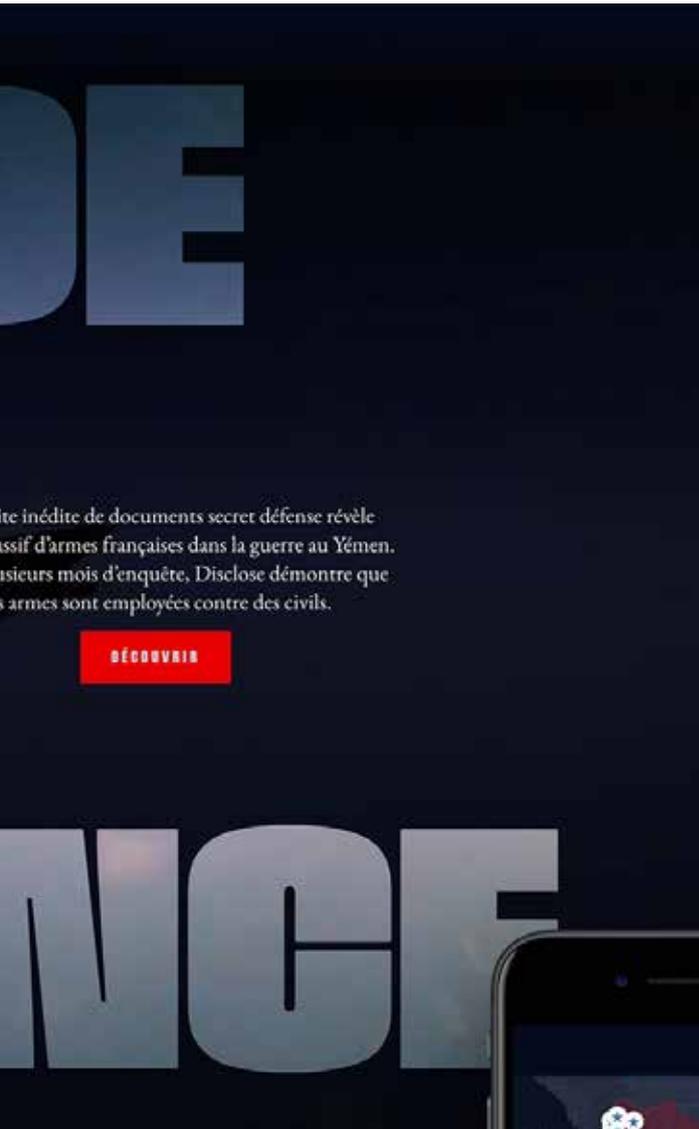
- Quinze jours après la publication, la ministre des armées Florence Parly a été auditionnée par l'Assemblée nationale et le Sénat.

- En mai, suite à nos informations sur des cargaisons d'armes imminentes à destination de l'Arabie saoudite, des manifestations ont eu lieu aux ports du Havre et de Marseille. Résultat, les cargos censés récupérer le matériel ont dû annuler le chargement.

- Le 10 juillet 2019, la ministre des armées a été interrogée sur nos révélations lors d'une audition parlementaire sur les exportations françaises d'armement.

- Le 19 juillet, dix ONG internationales ont envoyé une lettre ouverte aux députés français pour demander l'arrêt des exportations d'armes vers l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

- Le 11 décembre 2019, le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains (ECCHR), avec le soutien d'Amnesty International et de 4 autres ONG, a demandé la CPI d'enquêter sur la responsabilité de hauts dirigeants d'entreprises et de gouvernements européens, en ce qui concerne la fourniture d'armes utilisées par la coalition menée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis dans le cadre du conflit au Yémen.



FRENCH ARMS

En septembre 2019, Disclose publie une nouvelle enquête sur les ventes d'armes de la France. Intitulée « French arms », elle dresse un panorama accablant de l'usage des armes françaises non seulement au Yémen mais aussi dans d'autres pays où des violations des droits de l'Homme sont commises et largement documentées.

Pour cette enquête, nous avons travaillé en sources ouvertes, c'est-à-dire en accès libre sur internet. Images satellitaires, publications sur les réseaux sociaux et communications officielles ont été systématiquement vérifiées et recoupées par notre équipe.



Partenaires

L'enquête French arms est un travail collaboratif initié par le collectif Lighthouse reports, en coopération avec Disclose et le soutien d'Arte, Mediapart, Radio France et Bellingcat. Pendant deux semaines, Disclose a accueilli treize journalistes lors d'un séminaire organisé dans ses bureaux.



Impact

La publication de cette nouvelle enquête a amplifié le débat autour des exportations d'armes de la France et leur régulation. En réaction, plusieurs ONG françaises ont réclamé la mise en place d'un meilleur encadrement des ventes d'armes par le pouvoir législatif.





LE REVERS DE LA MÉDAILLE

En décembre 2019, Disclose publie sa troisième enquête. Pendant huit mois, nos journalistes ont enquêté sur les violences sexuelles en milieu sportif. De 1970 à nos jours, Disclose révèle que 77 affaires ont été marquées par des dysfonctionnements majeurs. Vingt-huit disciplines sportives sont concernées. Ces drames ont fait au moins 276 victimes en milieu sportif, pour la plupart mineures au moment des faits.

Pour dresser cette cartographie, Disclose est allé à la rencontre de centaines de victimes et témoins partout en France. Ces témoignages ont été recoupés puis compilés dans une base de données. Ils dévoilent une faille et de graves manquements, tant au niveau des fédérations et des clubs, qu'à l'échelle des collectivités locales, de l'État ou de la justice.

L'enquête « Le revers de la médaille » a été déclinée à l'écrit sur un site dédié, mais aussi en vidéo courte, en podcast et en documentaire diffusé sur France 2. Courant 2020, elle sera également adaptée en bande dessinée avec notre partenaire La Revue dessinée.

Partenaires

Dix médias ont été associés à la publication de l'enquête : L'Equipe, Mediapart, Brut, Binge Audio, France 2, Le Télégramme, Rue89 Lyon, Rue89 Bordeaux, Rue89 Strasbourg.



// On ne pourra plus dire qu'on ne savait pas. Bravo à Disclose pour son enquête qui va faire date. //

Virginie Phulpin, editorialiste Europe 1.

Impact

Une semaine après la publication, le ministère des Sports a annoncé la création d'une cellule dédiée à la lutte contre la pédocriminalité dans le sport.

Nos révélations ont également incité des ligues et fédérations sportives à demander plus de moyens pour lutter contre ce fléau et proposer la création d'une conférence nationale sur le sujet réunissant l'ensemble des autorités sportives.

Disclose a également mis en ligne un appel à témoignage. Plusieurs dizaines de cas ont déjà été soumis. Ils feront l'objet d'une série d'article en 2020.

À la suite de l'enquête « Le revers de la médaille », des encadrants et professeurs de sport impliqués dans des affaires de violences sexuelles sur mineurs ont été suspendus ou révoqués par leurs employeurs.

Un mois après la publication de l'enquête « Le revers de la médaille », des sportives de haut niveau ont pris la parole dans des grands médias nationaux afin de dénoncer l'omerta dans le sport et les violences sexuelles que leur ont fait subir leurs entraîneurs à l'adolescence.

Le ministère des Sports a annoncé l'organisation, fin février, d'une réunion de travail autour des violences sexuelles avec l'ensemble des acteurs du monde sportif. Une partie de l'événement sera entièrement consacrée aux révélations de Disclose.



Brut.



Le Télégramme

ENVOYÉ SPÉCIAL



**LA REVUE
DESSINÉE**



Rue89Lyon

**Rue89
Bordeaux**

**Rue89
Strasbourg**



LIBERTE DE LA PRESSE

Suite à la publication de l'enquête « Made in France », trois journalistes de Disclose ont été convoqués par les renseignements intérieurs français (DGSI) pour « compromission du secret de la défense nationale ». Cette convocation intervient après le dépôt d'une plainte du ministère Armées. Motif de cette plainte : traquer les sources nous ayant permis d'obtenir des documents classés « confidentielle défense ».

Interrogée au sujet de ces poursuites, la ministre des Armées a déclaré sur BFM TV : « Je suis destinataire de ces dossiers, contrairement à d'autres qui se procurent ces documents qu'ils n'ont pas à avoir entre les mains, en infraction avec toutes les règles et toutes les lois de notre pays [...] Lorsque l'on divulgue des documents classifiés, on s'expose à des sanctions ».

Confiée au parquet national antiterroriste, cette enquête préliminaire a soulevé une vague d'indignation dans la société civile comme dans les médias. Le motif des poursuites comme le statut des services enquêteurs constituent en effet une grave atteinte à la liberté d'informer et à la protection des sources en France. Face aux fonctionnaires de la DGSI, les journalistes de Disclose ont refusé de répondre aux questions.

Un large soutien

Disclose a reçu un important soutien de la part des confrères et de plusieurs ONG. Une tribune signée par 47 rédactions a apporté son soutien à Disclose et affirmé que nos informations étaient d'intérêts publics. Reporter sans frontières, le Committee to Protect Journalist et la fédération européenne des journalistes ont également apporté leur soutien public à Disclose.

Amnesty international a également lancé une pétition au niveau international. Dans ce cadre, plus de 10 000 cartes postales ont été adressées au procureur de la République de Paris lui demandant de renoncer aux poursuites contre les journalistes de Disclose. Ces nombreux soutiens sont une reconnaissance de la qualité du travail journalistique mené par notre média. Fin janvier 2020, le Parquet de Paris a classé sans suite la procédure.



ERROR 155:

Democracy
not found



UNE ANNEE DE DEVELOPPEMENT

LA LEVEE DE FONDS SE POURSUIT

Disclose reçoit 3 000 € de donations individuelles

FINANCEMENT

Disclose reçoit 80 000 \$ de la fondation Open society pour l'année 2019.

DEC

JAN

FEB

MAR

FIN DE LA CAMPAGNE KISSKISSBANKBANK

Disclose lève 82 000 € grâce à 1 390 donateurs.

FINANCEMENT

Disclose obtient le soutien de la fondation Un monde par tous pour les années 2019 et 2020.





NOUVELLES REVELATIONS

Le 8 mai, Disclose révèle qu'une livraison secrète d'armes à l'Arabie saoudite doit avoir lieu dans le port du Havre. Suite à une forte mobilisation citoyenne, la livraison sera annulée. Quelques jours après, à Marseille, une seconde livraison est empêchée.



DONATIONS

Après la publication de "Made in France", Disclose reçoit plus de 12 000 € de dons.

APR

MAY

JUN

JUL

MADE IN FRANCE

Après 5 mois d'enquête, Disclose dévoile sa première enquête sur les ventes d'armes de la France à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis.



EU ARMS PROJECT

Disclose et le média néerlandais Lighthouse Reports organisent deux semaines d'atelier et de travail collaboratif. Des journalistes de Disclose, Mediapart, Arte et Radio France participent à cette enquête inédite en France.





GIJ CONFERENCE

Disclose est invité à la 11e Conférence du Global Investigative Journalism à Hamburg pour parler de ses méthodes d'enquêtes sur les ventes d'armes.



VISA D'OR

Disclose remporte le prix Visa d'or de l'information numérique pour son enquête «Made in France» lors du festival Visa pour l'image de Perpignan.

AUG

SEP

OCT

NOV

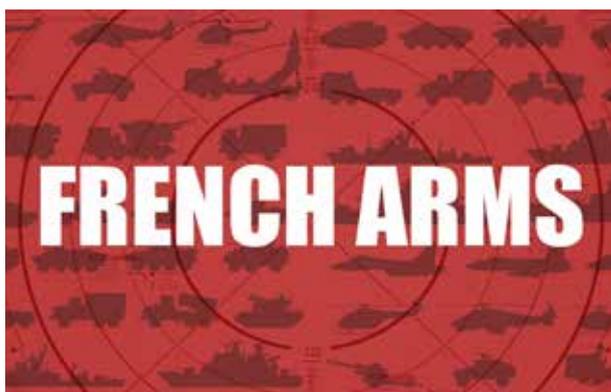
DEC

FRENCH ARMS

Disclose et ses partenaires publient une série de révélations sur l'utilisation des armes vendues par la France dans des pays ne respectant pas les droits de l'Homme.

LE REVERS DE LA MEDAILLE

Disclose publie sa nouvelle enquête sur la pédophilie dans le sport amateur et professionnel.



MEMBERSHIP



les actualités du média et actions autour du droit à l'information. Nous développons aussi l'organisation d'événements publics autour des enquêtes et de l'impact. Des événements plus réguliers sont prévus avec la communauté.

Droit à l'information

Dans le cadre de son activité d'ONG, Disclose publiera en 2020 une première version de son « guide des lanceurs d'enquête ». Ce manuel d'une vingtaine de pages regroupe plusieurs dizaines d'outils et de techniques d'enquête à destination des citoyens. Soutenu par la Fondation Amnesty international, le programme « Accès à l'information » de Disclose vise à améliorer la connaissance du public sur les outils disponibles pour accéder à des informations utiles et fiables.

Disclose est l'un des premiers médias français à développer un programme dit de « membership ». Ce modèle a pour objectif de réinventer le contrat social liant les citoyens à leur média. Pour Disclose, il s'agit de renforcer nos échanges avec nos 2 500 adhérents. Cela peut passer par des échanges en direct avec les journalistes ou la mise en place d'enquêtes faisant entre autres appel à l'expertise des disclosers.

En février 2019, nous avons organisé une consultation auprès de nos membres pour savoir les sujets qu'ils souhaiteraient voir traités par Disclose. Près de 200 d'entre eux ont répondu à cette consultation. Les thématiques les plus populaires sont les lobbies, l'agroalimentaire et l'environnement. Des thématiques prises en compte dans le choix des prochains sujets d'enquêtes de Disclose.

L'année 2020 doit permettre à Disclose de renforcer les liens avec sa communauté. Un lien que nous tissons déjà par l'intermédiaire d'une newsletter mensuelle sur

Membres en 2019



2 500

NOS FINANCES

Grâce aux soutiens de fondations et de donateurs individuels, Disclose a atteint ses objectifs financiers en 2019. Le budget de Disclose a atteint la somme de 193 328 euros.

Fondations

En 2019, fondation américaine «Open society» a soutenu Disclose à hauteur de 71 770 euros et la fondation française «Un monde par tous» à hauteur de 22 000 euros.

Les décisions éditoriales sont prises en tout indépendance, et aucun donateur n'influence le travail journalistique. Le conseil de surveillance et le conseil d'administration veillent au respect de l'indépendance de Disclose. Les journalistes ont également décidé de reverser à Disclose la récompense de 8 000 euros obtenue lors du festival « Visa pour l'image » pour l'enquête « Made in France ».

Dons

Les dons individuels hors campagne de financement participatif ont atteint un montant de 17 732 euros en 2019. Près de 400 nouveaux membres ont rejoint Disclose et plus de 50% d'entre eux ont choisi de faire un don mensuel à notre organisation. Le don moyen est supérieur à 10 euros par mois. Notre objectif en 2020 est de fidéliser une partie des 1 390 premiers donateurs issus de la campagne participative lancée en décembre 2018.



Financement par donations individuelles en 2019

82 000 €

17 732 €



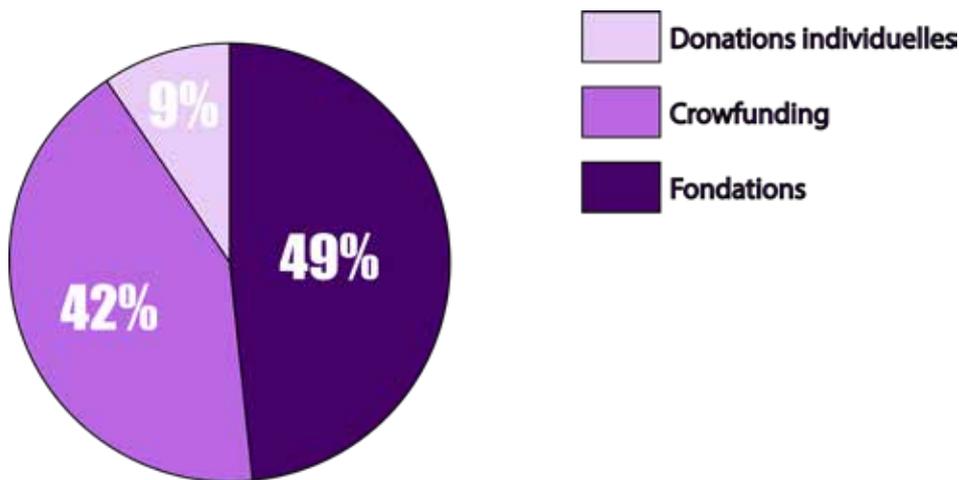
**campagne
crowdfunding**



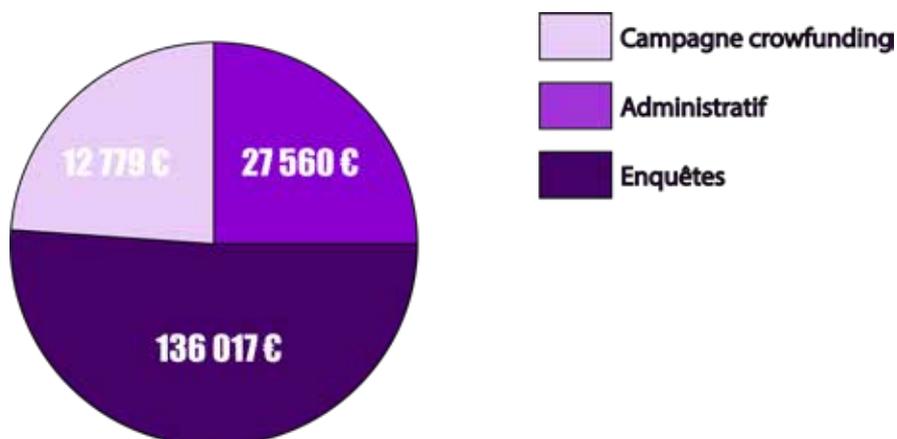
Autres donations

BUDGET 2019 : 193 328 €

REVENUS



DEPENSES



82 000 €



CROWDFUNDING

17 732 €



DONATIONS INDIVIDUELLES

93 596 €



FONDATIONS

COMMENT EST UTILISÉ

Plus de **70% des dons** fait à Disclose sont destinés à la production éditoriale. Voici deux exemples pour mieux comprendre comment nous utilisons vos dons.

MADE IN FRANCE

UNE ENQUETE DE 5 MOIS
23 000 €

REPORTAGE



Un journaliste pigiste



Les fondateurs ont travaillé à titre gracieux



Enquête à partir de sources ouvertes*

PRODUCTION



Un reportage photo



Réalisation de vidéos



Un site internet dédié



Achat d'images satellite

* Pour cette enquête Disclose a eu recours à des techniques dites d'informations en source ouverte (réseaux sociaux, images satellites, données publiques...).

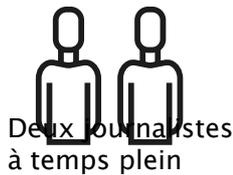
LISE MON DON ?

LE REVERS DE LA MEDAILLE

UNE ENQUETE DE 8 MOIS

70 000 €

REPORTAGE



Des dizaines de
déplacements



Un-e photographe

PRODUCTION



Un reportage
photo



Une vidéo
data



Un podcast



Un site internet
dédié

SOUTENEZ UN JOURNALISME
D'INVESTIGATION **D'INTÉRÊT GÉNÉRAL**
ET À **BUT NON LUCRATIF**



Disclose.ngo
Lanceur d'enquêtes
www.disclose.ngo

©2019

62 Rue André Joineau
93 310 Le Pré Saint Gervais
France.

contact@disclose.ngo

Credits photo: Benjamin Girette